



MOT DU DIRECTEUR



Chers lecteurs, c'est avec un plaisir renouvelé que je partage avec vous la nouvelle édition du bulletin électronique d'information du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale.

Comme vous l'aurez remarqué, la Lettre a fait sa mue. En effet, après 50 parutions, il était temps de lui donner un nouvel habit pour continuer à diffuser les mots et les images de

la construction de la paix dans la sous-région à travers nos 5 grands programmes.

Dans ce numéro d'or, vous trouverez l'actualité fraîche sur la récente rencontre régionale des partenaires de l'UNESCO qui a drainé des experts des domaines de la culture et de l'environnement des pays de la CEEAC et les collègues des Bureaux nationaux de Libreville, Brazzaville, Kinshasa, de la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la Paix au Burundi et du siège à Paris, sous la conduite du Sous-Directeur Général de l'UNESCO pour l'Afrique, M. Edouard Firmin MATOKO.

Vous y trouverez aussi la suite des activités du projet « Réponse rapide pour le renforcement des capacités de résilience et la prévention des conflits à l'Extrême-nord et l'Est du Cameroun » financé par le Japon et

coordonné par le PNUD. L'UNESCO a en outre marqué sa présence lors du 4ème Congrès Mondial des Réserves de Biosphère tenu à Lima au Pérou, tout en accompagnant les jeunes lycéens de Douala dans la découverte et la promotion des sciences et ceux de la localité de Soa (périphérie de Yaoundé) dans le théâtre scolaire.

Enfin, l'actualité dans le secteur Communication et Information est marquée par la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse et le développement des radios communautaires, à travers deux projets au Cameroun et au Burundi soutenus respectivement par le gouvernement du Cameroun et le gouvernement de la Suède.

En attendant de vous retrouver très bientôt dans le prochain numéro, je vous souhaite une bonne lecture !

Sommaire

LA UNE.....	2
ÉDUCATION.....	3
CULTURE.....	5
SCIENCES NATURELLES.....	6
COMMUNICATION ET INFORMATION.....	8
RÉFLEXION DU MOIS.....	12



L'UNESCO et ses partenaires d'Afrique centrale pour la mise en œuvre des ODD dans la sous-région



Allocution de l'ADG/Afrique lors de la cérémonie d'ouverture

A l'initiative du Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, les commissions nationales de l'UNESCO, les chaires UNESCO, les fédérations des clubs UNESCO, les hauts responsables des ministères de la culture et de l'environnement et des organisations régionales interafricaines se sont réunis du 20 au 22 avril 2016 à Yaoundé. La cérémonie officielle d'ouverture de cette rencontre a été présidée par Madame YOUSOUF HADJIDJA ALIM, ministre de l'Éducation de base et présidente de la Commission nationale de l'UNESCO pour le Cameroun, en présence de 8 autres membres du gouvernement du Cameroun et de M. Firmin MATOKO, Sous-Directeur Général de l'UNESCO pour l'Afrique.

La rencontre avait pour but de mener, entre acteurs et adjoints du développement, une réflexion structurante et innovante et partager avec les différents partenaires de

l'UNESCO, une compréhension commune des défis et opportunités des nouveaux Agendas aux niveaux mondial, continental, sous régional et national.

Prenant en compte le contexte actuel marqué par le début de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), cette rencontre a permis aux 146 participants venus de neuf pays de la CEEAC, de mettre l'accent sur la Priorité Afrique de l'UNESCO, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, l'importance de la prospective dans la mise en œuvre des programmes, les Conventions internationales du domaine de la culture, la gestion du patrimoine et des ressources naturelles de la CEEAC, les changements climatiques ou encore le renforcement des partenariats.

Les experts conviés à cette importante réflexion régionale ont aussi mené une exégèse sur l'initiative d'un projet régional intitulé « Jeunesse et culture de la paix », visant à mettre

en valeur la place des jeunes comme acteurs de transformations sociales au sein de leurs communautés. Selon Monsieur Firmin Edouard MATOKO, « avec ses partenaires nationaux et internationaux, l'UNESCO développera et soutiendra ce programme régional de dissémination de la culture de la paix au sein de nos communautés ».

Cette initiative a démontré à nouveau la richesse d'offre de l'UNESCO mais aussi le potentiel des partenaires structurels à associer davantage pour répondre aux attentes des États membres et de leurs populations dans les domaines de compétence de l'organisation et en particulier pour certaines thématiques prioritaires et émergentes pour l'Afrique centrale.

À l'issue des travaux, les participants ont émis des recommandations et ont défini ensemble une stratégie commune pour aborder chacune des thématiques prioritaires identifiées au cours des trois jours de réflexion.



Extrême-nord Cameroun : les jeunes en campagne pour la paix

Les arrondissements de Kousseri, Mora et Mokolo ont vibré les 12, 15 et 16 mars 2016 au rythme des lancements des campagnes de sensibilisation sur la prévention et la résolution non violente des conflits, l'éducation à la paix et à la cohésion sociale.

Ces campagnes menées par les jeunes ambassadeurs pour la paix formés à cet effet, rentrent dans le cadre de la « Réponse rapide pour le renforcement des capacités de résilience et la prévention des conflits à l'Extrême-nord et l'Est du Cameroun », soutenue financièrement par le Japon et mis en œuvre sous la coordination du PNUD.

Elles ont pour but de présenter d'une part aux divers acteurs clés représentatifs des communautés de refuge et de retour les acquis des activités menées jusqu'ici avec les médias, les jeunes et les leaders

communautaires, et d'autre part d'assurer une pérennité aux stratégies et activités d'éducation à la paix et à la co-existence pacifique sur le double plan intra et intercommunautaire.

Les quarante ambassadeurs de la paix (filles et garçons) sont issus des établissements scolaires et des structures extra-scolaires et d'éducation non formelle des villes de Mokolo, Kousseri et de Mora, mais aussi des localités vivement touchées par les exactions et les conflits, notamment Limani, Kerewa ou encore Kolofata.

Sous les présidences effectives des préfets des départements du Mayo Tsanaga, du Mayo Sava et du Logone et Chari, ces activités ont



Les jeunes ambassadeurs des établissements de Mokolo

permis de remettre officiellement les attributs d'ambassadeurs pour la paix aux jeunes ainsi que des outils de sensibilisation (affiches, flyers, chemises-plaquettes) portant des messages élaborés par ces mêmes jeunes au cours des formations assurées par l'UNESCO. Les structures de formation de ces jeunes ont en outre reçu des kits pour les activités de formation, d'éducation des pairs et d'écoute collective, notamment dans le cadre des activités post et péri scolaires.

Formation des leaders communautaires sur la prévention et la gestion des conflits, l'éducation à la paix et la coexistence pacifique



Les leaders traditionnels pendant les échanges

24 leaders traditionnels et d'associations communautaires de la région de l'Extrême-nord se sont réunis du 7 au 9 mars 2016 à l'hôtel de ville de Maroua pour une session de renforcement des capacités, à l'effet de les impliquer dans les activités de mobilisation sociale et de sensibilisation de leurs communautés respectives pour la promotion de la culture de la paix et la co-existence pacifique sur le double plan intra et intercommunautaire.

Cette formation organisée par l'UNESCO rentre dans le cadre du projet « Réponse rapide pour le renforcement des capacités de résilience et la prévention des conflits à l'Extrême-nord et l'Est du Cameroun », soutenu financièrement par le Japon et mis en œuvre sous la coordination du PNUD.

Outre les leaders communautaires issus des départements du Logone et Chari, du Mayo Tsanaga et du Mayo Sava, la rencontre de Maroua a vu la participation des responsables techniques des services déconcentrés du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et du ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries animales.

Sous la houlette du point focal de

l'UNESCO et l'appui des experts et universitaires de l'université de Maroua, les lamidos, lawan, chefs de quartiers et présidents des associations départementales de développement et les responsables des ministères suscités ont fait une exégèse des causes et sources des conflits ainsi que des mécanismes et dispositifs endogènes contre les conflits. Il faut dire que dans ces départements touchés par les violences et exactions terroristes, la participation des leaders communautaires est une plus-value essentielle pour la réussite de tout programme de prévention des conflits, de respect pour tous et de promotion du mieux vivre ensemble et de cohésion sociale entre les populations d'accueil, les déplacés internes et les réfugiés.

À la fin de cette réflexion, des résolutions et recommandations ont été émises et adoptées, dans l'optique de construction et d'éducation à une paix durable dans la région.

Réunion d'évaluation du projet UNESCO-Fonds en dépôt chinois (CFIT)

Du 19 au 20 avril 2016, la section du développement des enseignants (ED/ESD/TED) de l'UNESCO a organisé à Paris une réunion d'évaluation de la mise en œuvre du projet sous le thème « Améliorer la formation des enseignants pour combler le fossé de la qualité de l'enseignement en Afrique à travers les TIC ». La réunion avait pour principal objectif de présenter les réalisations et les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet CFIT dans les trois premiers pays bénéficiaires: Côte d'Ivoire, Éthiopie et Namibie. Elle visait également à examiner les progrès accomplis au Congo, en République Démocratique du Congo, au Liberia, en Tanzanie et en Ouganda. La réunion s'est déroulée en présence de représentants des ministères de l'Éducation et d'institutions de formation des enseignants, des délégations permanentes et des commissions nationales pour l'UNESCO des pays bénéficiaires, de la Chine, des évaluateurs externes et des experts de l'UNESCO.

Au terme de la réunion, il est clairement ressorti que les pays ont mis en œuvre avec beaucoup de succès les activités du projet malgré de nombreuses difficultés. Au regard de ce succès, la République Populaire de Chine a annoncé l'extension de sa contribution sous la forme de fonds supplémentaires de 4 millions de dollars pour la période 2017-2018 et l'ajout de deux nouveaux pays bénéficiaires – le Togo et la Zambie. Cependant quelques recommandations ont été formulées à l'endroit des équipes de mise en œuvre du projet parmi lesquelles l'urgence d'accompagner les pays dans l'élaboration d'une politique nationale des TIC pour ceux qui n'en disposent pas, mais également la mise en place des mécanismes de pérennisation et de soutenabilité du projet.



Il faut noter que le projet UNESCO-Fonds-en-dépôt-chinois est élaboré dans le cadre de la coopération Sud-Sud et tire parti d'une contribution de la République populaire de Chine (RPC) à un fonds-en-dépôt auprès de l'UNESCO. Il répond aux besoins de développement des capacités des pays africains bénéficiaires en matière de formation des enseignants et de développement professionnel. Son objectif global est d'aider les pays cibles à renforcer les capacités de leurs établissements de formation d'enseignants à travers les TIC.

Campagnes de lutte contre les IST-VIH/SIDA au Nord-ouest Cameroun



Une vue de la salle lors du lancement

L'UNESCO a participé du 28 au 30 avril 2016 au lancement officiel de la campagne de lutte contre les IST-VIH/SIDA et l'inauguration des Centres Multimédia/Vidéoconférence ultra modernes de la « Presbyterian Secondary School, (PSS), Mankon » et de l'école publique les « Champions FCB » de Bamenda.

Cette campagne portée par le Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCB), s'inscrit dans le cadre des activités de la Première

dame du Cameroun, Madame Chantal Biya, Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO et vise un changement de comportements par l'éducation et la sensibilisation en milieu scolaire. Il s'agit du « vaccin-social ». Un concept nouveau qui vise sur le changement de comportements et d'attitudes des enseignants et des enfants dès la maternelle.

Les activités du programme sont structurées autour de la formation des enseignants, la sensibilisation des élèves et des populations et la mise à disposition de la communauté d'un Centre Polyvalent Multimédia, connecté à Internet et dédié à la lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles et le VIH/Sida. Lesdits centres sont dotés chacun d'une vingtaine d'ordinateurs chacun

connectés à internet et d'un écran de projection. Ils sont ouverts au public et dispose d'un éventail de ressources numériques et d'un d'écran géant plasma destinés à un suivi pédagogique permanent des élèves et des enseignants.

Les contenus de formation et de sensibilisation porte sur la présentation du programme « vaccin social », les types et modes d'infection des IST et le VIH/Sida et l'état de la maladie dans le monde, en Afrique et au Cameroun avec un focus sur la région du Nord-ouest qui constitue l'une des régions les plus affectées par le VIH-Sida au Cameroun (en 2015, le taux de prévalence était estimé à près de 6.5% dans la région du Nord-ouest, taux largement au-dessus de la moyenne nationale estimée autour de 4,3%).

L'UNESCO apporte un appui technique dans la mise en œuvre des activités du projet.



Cameroun : 2ème édition du Festival du théâtre scolaire

En partenariat avec la Commission nationale pour l'UNESCO au Cameroun, le Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique centrale à Yaoundé, les ministères de l'Éducation de base, des Enseignements secondaires, des Arts et de la Culture, de la Jeunesse et de l'Éducation civique et Africrea ont organisé la deuxième édition du théâtre scolaire dans la ville de Soa. Dix établissements scolaires du primaire et du secondaire, francophones et anglophones, publics et privés ont participé à ce concours.

La première phase, celle des sélections a eu lieu le 03 février 2016 dans la salle des actes de la mairie de Soa. Les troupes de théâtre des différents établissements ont fait des prestations devant un jury de quatre membres, des inspecteurs francophones et anglophones et sur des thèmes variés. Au niveau du primaire on peut noter la sécurité et les droits des enfants, alors que pour le secondaire il était question de travailler sur l'environnement et le développement durable. La matinée était réservée à la sélection des troupes du primaire et l'après-midi à la sélection des troupes du secondaire. Ces prestations ont permis au jury de choisir les 3 meilleures troupes théâtrales sur les dix en compétition, le meilleur acteur,

la meilleure actrice, le meilleur costume, le meilleur scénario, la meilleure mise en scène, la meilleure musique et les meilleurs décors et accessoires.

Outre ces prestations théâtrales pleines de surprises, l'animation culturelle a été assurée par des jeunes scolaires pendant les intermèdes. La cérémonie



Les jeunes lauréats du festival présentant leur attestation

officielle de proclamation des résultats et de remise des prix aux meilleures troupes et élèves, deuxième phase de l'activité, s'est déroulée le 13 avril 2016 à l'esplanade de la mairie de Soa.

Il s'agissait de récompenser et honorer solennellement les meilleurs élèves, encadreurs, enseignants, encourager les talents en herbe, encourager une saine émulation, célébrer l'Art en général et le théâtre en particulier, étoffer la semaine de la jeunesse à Soa, inciter la communauté éducative à contribuer

davantage à l'épanouissement des élèves et enfin créer un lieu d'unité.

En plus des représentants des ministères impliqués et les chefs d'établissements de Soa, la cérémonie a vu la participation du personnel chargé des activités post et périscolaires, les enseignants, les autorités locales dont le maire et son personnel, les inspecteurs régionaux chargés des Arts, l'inspecteur d'arrondissement de Soa, les étudiants, les conseillers pédagogiques, les journalistes, les parents d'élèves et des observateurs. Au total plus de 600 participants ont pris part à la cérémonie officielle à l'esplanade de la mairie de Soa.

Cette deuxième édition a meublé les activités de la semaine de la jeunesse et avait pour objectif principal de mieux faire connaître le théâtre et l'utiliser comme vecteur des messages en milieu scolaire dans les domaines de l'éducation, la citoyenneté, la paix et le développement durable et la sauvegarde du patrimoine, la valorisation des cultures. Les rideaux se sont refermés à Soa et rendez-vous a été pris pour la 3ème édition des « Palmes du théâtre scolaire » en 2017.

Un nouvel AO au Bureau régional de Yaoundé

Madame Mabel MUWANGA, de nationalité Ougandaise, est la nouvelle Responsable de l'Administration et des Finances du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO à Yaoundé, depuis le 28 décembre 2015. Elle est titulaire d'un Bachelor's Degree en Éducation obtenu à l'Université Makerere de Kampala et d'un Master's Degree en International Business Administration de l'European School of Economics à Londres, université britannique spécialisée dans les finances et les sciences économiques. Elle travaille à l'UNESCO depuis 2000 et sa vaste expérience couvre les domaines de la finance, la budgétisation, la comptabilité et la gestion des ressources humaines. Avant cette nomination, elle était Administratrice des finances à l'Institut International pour la Planification de l'Éducation (IIEP) de l'UNESCO à Paris.





Le Bureau participe au 4ème Congrès Mondial des Réserves de Biosphère



Les experts des travaux de Lima

Le Bureau de Yaoundé a pris part aux travaux du 4ème congrès Mondial des Réserves de Biosphère du 14 au 17 mars 2016 à Lima au Pérou. Cette grande assise du Programme MAB (Man and the Biosphere) de l'UNESCO visait principalement à examiner l'état de mise en œuvre du Plan d'action de Madrid 2008-2013 pour les réserves de biosphère, évaluer les leçons apprises et les nouveaux défis à relever par le Réseau mondial des réserves de biosphère et enfin élaborer et lancer un nouveau Plan

par la présentation du Directeur de la Division des Sciences Écologiques et de la Terre à l'UNESCO, sur la nouvelle stratégie du Programme sur l'Homme et la Biosphère (MAB) avec des spécificités propres aux cinq réseaux régionaux dudit programme (AfriMAB, IberoMAB, EuroMAB, ArabMAB et EABRN).

Quant aux « Side Events », ils ont donné lieu à des présentations spécifiques sur des projets mis en œuvre pour protéger les réserves

d'action pour la période 2016-2025.

L'un des moments forts de cette activité reste les travaux en plénière qui ont débuté

mondiales. C'est au cours d'un des « Side Events », consacré à l'industrie extractive autour des réserves de biosphère que M. Achille MEGAMENYA, conservateur du Parc national de Lobéké a fait un exposé très apprécié sur « Les Réserves de Biosphère dans le contexte de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035, cas de la Réserve de Biosphère du Dja ».

À l'issue des travaux en groupes, des Side Events et des discussions en plénière, les participants ont adopté le Plan d'Action de Lima assorti d'une feuille de route pour sa mise en œuvre ainsi qu'une déclaration dite de Lima engageant le monde entier à promouvoir les réserves de biosphère et le programme MAB dans le cadre de l'atteinte des ODD et la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. Le Bureau était représenté à ce congrès par le Professeur Mama PLEA, Spécialiste du Programme Science.

À propos du MAB

Le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) est un programme scientifique intergouvernemental visant à établir une base scientifique pour améliorer les relations homme-nature au niveau mondial. Lancé au début des années 70, le MAB propose un agenda de recherche interdisciplinaire, encourage le renforcement des capacités et a pour principaux objectifs de réduire la perte de biodiversité et d'en traiter les aspects écologiques, sociaux et économiques.





L'UNESCO appui la journée scientifique du Lycée polyvalent de Bonabéri

Susciter l'enrôlement des jeunes apprenants dans les filières scientifiques, telle est l'ambition de la journée scientifique du Lycée polyvalent de Bonabéri à Douala qui s'est tenue le 9 février dernier, avec la participation et l'appui de l'UNESCO.

En effet, l'organisation d'une telle journée tire son intérêt du constat selon lequel, les élèves des filières scientifiques ont des lacunes en expérimentation scientifique (méconnaissance de l'appareillage, faiblesse en manipulation du matériel et produits). Au regard de la pertinence de l'initiative, le Secteur Science a décidé d'apporter un appui financier, matériel et technique à l'organisation de ladite journée.

L'activité s'est déclinée en trois moments forts. D'abord, l'ouverture officielle avec des discours qui ont rappelé la place que la science occupe dans la stratégie de développement du Cameroun et reconnu les appuis de l'UNESCO dans ce domaine, comme le témoigne le classement

récent du CEM (centre d'Excellence en Microsciences) en centre de catégorie 2.

Ensuite, l'assistance a suivi des présentations sur l'importance de l'éducation scientifique et technique dans la formation des jeunes ou encore sur le lien entre sciences et développement. Dans la présentation de ce dernier thème faite par Dr Annie Claude PIAL du Programme Science au Bureau Régional de l'UNESCO à Yaoundé, les élèves ont été édifés sur le lien entre la science et le développement au travers des grandes découvertes scientifiques qui sont au cœur de l'amélioration de la qualité de vie des êtres humains dans les domaines de la médecine, des transports et des communications etc.

Enfin, la journée s'est achevée avec la visite des stands et des laboratoires qui ont permis de visualiser quelques expérimentations réalisées par le club scientifique et d'apprécier les efforts de l'équipe des enseignants qui, malgré les conditions de travail difficiles, réussissent à obtenir des résultats significatifs. Rendez-vous a été pris pour la prochaine édition, avec des recommandations sur la tenue d'une telle initiative à l'échelle nationale.



Visite des travaux réalisés par les élèves

Lettre électronique d'information
du
Bureau régional
multisectoriel
de l'UNESCO à Yaoundé

Directeur de Publication
Loïtéohin Félix YE

Coordination éditoriale
Cletus OJONG

Edition et montage
Jean-Roland ONANA NKOA
Eleanor GALABE

CONTRIBUTIONS

BUREAU REGIONAL YAOUNDE

Albert MENDY
Christian NDOMBI
MAMA PLEA
Mabel MUWANGA
Jean-Roland ONANA NKOA
Sophie BEYALA
Mireille NNANGA
Annie Claude PIAL
Bruno TAYIM DZOUNESSE
Eric DEUMO
Julbert TONYE
Jérose Chantal ELOUNDOU

MAISON DE L'UNESCO POUR LA CULTURE DE LA PAIX AU BURUNDI

Yvonne MATUTURU
Joséphine NTAHOBARI

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun
Tel: (237) 222 20 35 47
(237) 222 20 35 48
Fax: (237) 222 20 35 49
Email: yaounde@unesco.org
web: www.unesco.org/fr/yaounde

Cameroun: des équipements de dernière génération pour 12 radios communautaires

Une douzaine de radios communautaires présentent désormais un nouveau visage. En effet, elles ont bénéficié des équipements complets de production et de diffusion, flambants neufs, grâce au projet MINEPAT/UNESCO d'appui à la décentralisation à travers les radios communautaires.

C'est une mine de satisfaction qui se lit sur le visage des bénéficiaires et des comités de gestion des radios communautaires en ce début d'année 2016. En effet, c'est l'aboutissement d'une longue période d'attente de révision des équipements vétustes pour les uns, et le rêve qui devient réalité pour les autres : la mise en place et l'émission des premiers sons d'une radio locale par et pour la communauté.

Pour cette première phase du projet, sept radios déjà existantes sont en cours de réhabilitation totale et 5 localités voient la création d'une radio communautaire. Pour les 12 radios, les équipements sont les mêmes et en double, ce qui permet une solution rapide à tout problème qui surviendrait et qui mettrait la radio « hors service ».

Les heureux bénéficiaires de cette première phase sont : Sa'a et

Akono dans la région du Centre ; Meyomessala et Mvagan dans la région du Sud, Bonakanda dans le Sud-ouest, Fouban et Bana à l'Ouest, Garoua dans le Nord, Douala et Baré-bakem dans le Littoral, Meiganga dans l'Adamaoua et Babungo dans le Nord-ouest. Ils ont reçu leurs équipements, qui ont aussitôt été installés par des ingénieurs de CRTV. Il faut noter que des formations des personnels ont été réalisées quelques mois auparavant au Centre de Formation des Professionnels de l'Audiovisuel de la CRTV, transformé plus tard en Institut de formation et de conservation du patrimoine.

La procédure a été la même : ouverture et vérification colis, en présence du comité de gestion,

du personnel de la radio et de l'ingénieur-consultant chargé des installations ; cession officielle aux comités de gestion, puis installation des équipements et vérification de la zone de couverture. Les nouveaux équipements, qui sont numériques, permettront à toutes ces radios d'avoir un studio de production.

Pour cette première phase on peut dire que la collaboration entre l'UNESCO, le ministère de l'Économie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire et le ministère de la Communication a été excellente. L'UNESCO a recommandé aux bénéficiaires un usage responsable de ces nouveaux équipements en attendant les inaugurations futures.



Présentation des nouveaux équipements de la radio OTETE FM de Meyomessala

Angèle NKOUSSOU, Radio M'mali, Sa'a

« Nous éprouvons un sentiment de grande satisfaction et d'honneur, car la dotation de la radio communautaire M'malli FM de Sa'a en équipements de l'heure par l'UNESCO s'est déroulée en moment opportun, le besoin se faisant déjà sentir. Ces équipements garantissent à la radio une meilleure qualité sonore, une importante étendue de la zone de couverture . Nous exprimons ainsi notre profonde gratitude ».

Ndumbe Evambe, Station Manager, Bonakanda Rural Radio

“The staff is happy with the equipment because they are modern and easy to operate especially after the training by the technician. Our communities are very satisfied with the initiative because of the quality in broadcast. The administration the Delegate of Communication and the Governor for South West are very much aware of the new innovation and also recognize our quality of broadcast. We have a good quality broadcast system

which has also improve the quality of sound that we send out. That is, about 90% compared to the old equipment, the quality of reception has also been improved. We are also happy with the fly case radio because we find it timely especially now that we need to have constant and direct contact with communities especially farmers and climate change experts. Furthermore, the provision of substitute equipment assures us and the community of continuity in service, e.g transmitter, audio mixer, tool kit, etc”.



Robert HAMBOA TOKO, Tikiri FM, Meiganga

« L'UNESCO vient de redonner vie à notre radio au regard des équipements de dernière génération et de haute qualité mis à notre disposition, outils qui nous permettront de sensibiliser, d'éduquer et de divertir nos communautés pour un comportement citoyen. En plus le nouveau pylône nous permet désormais de couvrir tout le département, et des

d'auditeurs et auditrices de la RCA se sont bousculés sur notre ligne téléphonique, ce qui a amené la radio à recruter très rapidement deux animatrices en langues Sango ce qui fait la fierté de la communauté centrafricaine se trouvant dans la localité, dans les sites des réfugiés et même en RCA. »

Princesse Hélène HAPPY, Promotrice de la radio de Bana

« Le 11 février 2016 restera une date mémorable pour la

communauté Bana. Cette nouvelle radio et ce matériel flambant neuf a contribué à donner du sourire à la communauté villageoise Bana et ses villages environnants. Cette action est la première d'une série qui vise à encourager la formation, l'information et le développement des communautés rurales. Et parmi ces actions à venir, l'équipement de la salle multi media est vivement attendu. Nous espérons apporter du notre dans la construction de l'émergence de cette localité d'environ 10254 habitants. »

Media professionals celebrated World Press Freedom Day in Limbe

Twenty-five journalists from the Cameroon Association of Media Professionals and from the Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMASEJ), Limbe Chapter reiterated freedom of expression as a fundamental human right, as they celebrated this year's World Press Freedom Day, under the theme "Access to Information and Fundamentals Freedoms: This is Your Rights".

For this year's celebration, these associations organized many activities among which were radio programmes and a workshop attended by the Divisional Delegate of Communication for Fako Division, UNESCO, a Member of Parliament, some local and traditional authorities and other local stakeholders, who gathered around the core values of freedom of expression.

The Message of the Director General of UNESCO was delivered during the opening ceremony of the workshop focusing on three main presentations. The first one by the

Communication and Information Program Assistant of UNESCO who gave an insight of the theme of this year's celebration, highlighting the link between press freedom, right to information and sustainable development, as the world is rounding its first year of the 15-year life-cycle of the new SDGs. Special attention was paid to SDG 16, Point



Group picture pose at the end of the workshop

10, which recognizes the need to "ensure public access to information and protect fundamental freedoms, in accordance with national legislation and international agreements." The second presentation made by a veteran journalist also highlighted the need for journalists in general and

the English Speaking journalists in particular to promote synergy among themselves in order to efficiently advocate for a regulation that will seek to media practice. During this peers' sharing exercise, issues related to freedom and responsibility, improvement of working environment for media practitioners as well as an enabling environment for press freedom and a well-functioning system to ensure that people's right to know and express themselves was raised. The last presentation focused on the appraisal of the situation and trend of the freedom of expression in Cameroon.

The last part of the event was the award ceremony during which attestations were awarded to journalists and stake holders working to promote the development of the press in the Fako Division

Burundi: renforcer les radios locales par le biais des TIC

À la faveur du partenariat avec le Gouvernement de Suède, l'UNESCO en collaboration avec le ministère des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias a organisé du 2 au 11 mars 2016, à Bujumbura, quatre ateliers de formation au profit de plusieurs stations de radio locales. Il s'agit essentiellement de : CCIB FM+, Humuriza FM, Radio Ijwi Ry'umukenyenzi, Radio Colombe, Radio Isanganiro, Radio Culture et Radiotélévision REMA. Ces activités interviennent dans le cadre du projet « Renforcer les radios locales par le biais des TIC ».

Les modules de formation de ces ateliers organisés au profit des managers, journalistes, techniciens et correspondants de ces stations portaient sur : la programmation radiophonique automatisée ; la gestion des ressources numériques; les mécanismes de monitoring et d'interaction avec l'audience ; le rôle des correspondants et la gestion des sources fiables locales. Selon le gouvernement, les articulations dudit projet répondent bien aux priorités nationales telles que formulées dans le Plan d'Action National de la Communication.

En matière de programmation et de diffusion, l'intégration des technologies de l'information et de la communication au sein des stations de radio permet de faciliter voire d'automatiser le processus d'exécution de la grille des programmes et de contrôle de la diffusion. Pour la plupart des stations de radio, le processus d'automatisation de la programmation s'effectue avec des applications non adaptées voire piratées. Par cette action le projet a permis à près de 25 personnes d'acquérir les connaissances techniques sur l'utilisation des applications libres et gratuites adaptées à la programmation radiophonique. Au sortir de l'atelier, qui s'est tenu



Les professionnels des radios locales et les experts

du 02 au 04 mars 2016, plusieurs participants se sont dits prêts à appliquer les connaissances et déployer au moins l'un des nouveaux logiciels dans leurs stations de radio. Par ailleurs, le projet « Renforcer les capacités des radios locales par le biais des TIC » a identifié l'absence de monitoring dans les stations de radios locales comme l'une de leurs principales faiblesses. L'application des méthodes de monitoring, par les stations de radios locales elles-mêmes, est une démarche d'autonomisation qui, à terme, va leur permettre d'être plus performantes tout en ayant une meilleure connaissance (basée sur des données fiables) de leurs forces et faiblesses. C'est pour cette raison que le deuxième atelier de formation, tenu du 07 au 08 mars 2016 a permis aux participants venus des différentes radios locales d'apprendre comment assurer le monitoring. Les principaux indicateurs retenus, pour faire l'objet du monitoring, portent essentiellement sur quatre catégories à savoir la qualité des programmes, l'utilisation des TIC, la prise en compte du genre, la couverture des sujets d'intérêt pour les populations locales et le fonctionnement du réseau des correspondants.

Parlant des correspondants de radio, l'une des visées du projet est d'encourager les stations à se doter d'un réseau large de correspondants

capables de collecter et traiter l'information sur divers sujets d'intérêt pour les populations locales. En effet, de manière générale les personnes qui assument cette fonction dans les stations de radio locale ne disposent pas toujours des compétences requises. Les opportunités de formation étant rares, le travail fourni par elles est loin de satisfaire les exigences de qualité. Près de 90 % des correspondants, qui ont pris part aux travaux du 09 au 10 mars 2016, n'avaient jamais reçu de formation sur leur rôle ou sur les diverses techniques de collecte et de traitement de l'information.

Au cours des travaux, les participants ont été édifiés sur le rôle des correspondants, les techniques de collecte d'information. L'intégration des TIC étant l'un des piliers du projet, les correspondants ont été formés aux techniques d'utilisation du téléphone mobile à des fins de collecte d'information mais surtout d'édition audionumérique.

À travers le renforcement des capacités des correspondants, l'UNESCO, qui promeut la diversité et le pluralisme, entend accroître le taux de couverture des sujets d'intérêt local dans les stations de radio ainsi que la valorisation de l'opinion des femmes, des jeunes, des personnes pauvres ou marginalisées.



Les journalistes burundais réfléchissent sur l'état de la presse

Après une année d'incertitude marquée par des secousses politiques et des privations de la liberté de la presse, les médias burundais ont pu commémorer la Journée mondiale de la liberté de la presse, à l'instar des autres pays du monde, ce qui a rallumé une lueur d'espoir quant à leur avenir. Les activités se sont focalisées sur la réflexion autour de questions et des défis qui préoccupent aujourd'hui l'environnement médiatique burundais depuis une année.

La situation actuelle des journalistes et des médias passée au scanner

Au cours d'un échange animé par le nouveau président du Conseil National de la Communication M. KARENKA Ramadhan, M^e Fabien Segatwa, avocat du barreau de Bujumbura et M. Innocent Nsabimana, journaliste, Secrétaire permanent de l'Organisation des Médias d'Afrique Centrale (OMAC), la situation vécue par les médias depuis avril 2015 a été rappelée à l'audience, avec la destruction de certains médias et le climat d'insécurité qui s'en est

suivi. Cette situation a contraint près d'une centaine de journalistes à l'exil, situation qui dure encore. Les panélistes n'ont pas oublié de mentionner la réduction de l'espace de liberté accordé aux médias et à leurs professionnels. Toutefois, il y a une note d'espoir avec la réouverture de deux radios privées sur les cinq qui avaient été contraintes de fermer. Autre note d'espoir, l'avènement de la nouvelle loi régissant la presse, promulguée le 9 mai 2015. Cette loi était méconnue de plusieurs personnes, parce que sortie en pleine tourmente et dans l'insécurité la plus totale. La loi de 2013 avait été jugée liberticide et avait été combattue, notamment par les médias. De l'avis de Maître Fabien Segatwa, celle de 2015 serait plus favorable à la liberté d'expression. En effet, selon les articles 2 et 16, le journaliste peut désormais couvrir tous les sujets et la protection des sources est affirmée. Et selon l'article 11, le journaliste a le droit de circuler et il a droit à sa sécurité et à celle de son matériel. Le président du CNC a beaucoup insisté sur l'avenir des médias et les perspectives qu'il envisage pour le développement

du monde médiatique. Il a affirmé son engagement à assurer la mission constitutionnelle du CNC, de régulation des médias publics et privés, à garantir un espace médiatique pluraliste et à favoriser la réouverture de tous les médias.

Les principes déontologiques du métier réitérés

Les autres moments d'échanges et de réflexion ont aussi permis à Mme Agnès Nindorera, journaliste, consultant en communication/information de rappeler les principes déontologiques et les responsabilités du journaliste. Un rappel a été fait aux professionnels de la presse sur ce que la loi prévoit à propos des fautes journalistiques.

La dimension genre n'a été pas mise en marge. L'état des lieux de la place de la femme dans les médias burundais a été faite par Mme Agathonique Barakukuza, présidente de l'Association des femmes journalistes, avec chiffres à l'appui. Les raisons qui militent en faveur de l'accroissement de cette place ont été données et des recommandations émises en vue de relever le défi en question. On peut relever le renforcement des capacités des responsables des médias dans la prise en compte de la dimension genre dans les médias, l'intégration de la dimension genre dans les politiques de communication des institutions ainsi que l'élaboration d'un répertoire des femmes ressources pour les médias. En fin de compte, les professionnels des médias ont pu se faire entendre à nouveau et manifester leur présence et leur solidarité malgré la crise qui frappe certains médias au Burundi.



Le panel de l'échange sur la situation des médias au Burundi

En bref...

Le 03 mai 2016, la Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée à Yaoundé dans le cadre d'une table ronde organisée par le Réseau de

Journalistes Camerounais sur la Décentralisation sur le thème «Les enjeux du traitement de l'information financière locale». Cette cérémonie placée sous la présidence du

ministre de la Communication a vu la lecture du message de la Directrice Générale de l'UNESCO par le Chargé du Bureau, au nom du Directeur du Bureau.

Changement climatique en Afrique centrale, entre menaces et opportunités

Professeur Mama PLEA, Spécialiste Programme Science

Le changement climatique est l'un des défis les plus complexes de notre siècle car aucun pays n'est à l'abri de ses effets et ne peut à lui seul faire face aux profondes transformations technologiques qu'il implique. Après des dizaines d'années de controverses sur ses causes et incidences, elles ont été mises en évidence par des études publiées par le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), établi par les Nations Unies. Causé majoritairement par les activités humaines qui rejettent des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère au travers de la combustion d'énergie fossile (pétrole, charbon et gaz naturel) et l'agriculture, en particulier le déboisement qui lui est associé, le changement climatique se caractérise dans la sous-région Afrique centrale par une hausse des températures, une élévation du niveau des mers, une modification du régime des précipitations, ainsi qu'une plus grande variabilité du climat.

Ces impacts qui se font d'ores et déjà ressentir concernent plus de 80% des populations de la sous-région,



© Nuria Ortega

dont les activités (agriculture, pêche, élevage et cueillette) sont largement tributaires du climat. De plus, les pays de la CEEAC disposent de moyens techniques insuffisants pour mesurer les impacts et envisager des stratégies efficaces pour les juguler, ouvrant ainsi la voie à une situation qui pourrait s'avérer désastreuse en termes de baisse de la productivité agricole, recrudescence de la famine, malnutrition et résurgence des maladies de toute sorte.

Il est cependant à noter que les impacts associés au changement climatique ne doivent en aucun cas renvoyer au second plan, les opportunités qui lui sont associées et qui peuvent contribuer à la

transformation économique des pays de cette sous-région. La migration vers une économie verte par exemple implique des politiques et des programmes qui prônent les investissements dans les technologies et les nouvelles industries propres et contribuent à un développement à faible émission de carbone, stimulateur de croissance et réducteur de pauvreté. En plus des opportunités en terme de création d'emplois, la promotion de l'économie verte et la lutte contre les effets néfastes du changement climatique requièrent une plus grande coopération entre les États, toute chose bénéfique pour la paix, la sécurité et l'intégration sous régionale.

